

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/20366]

11 MAI 2017. — Ordonnance concernant le parcours d'accueil
des primo-arrivants

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° primo-arrivant : l'étranger majeur, de moins de 65 ans, qui séjourne légalement en Belgique depuis moins de trois ans et qui est inscrit pour la première fois avec un titre de séjour de plus de trois mois au registre national d'une commune du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° registre des étrangers : le registre visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers;

3° UE+ : les pays de l'UE, complétés par les pays de l'Espace économique européen et par la Suisse;

4° membres de la famille : les personnes visées dans l'article 2, alinéa 2, de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.

CHAPITRE II. — Le parcours d'accueil

Art. 3. § 1^{er}. La politique d'intégration à Bruxelles-Capitale est axée sur les principes suivants :

1° l'égalité de chacun;

2° le respect pour le caractère individuel, les compétences et les ambitions de chacun;

3° la migration en tant qu'opportunité pour la société;

4° l'anti-discrimination, la lutte contre le racisme et le sexisme, et le gender mainstreaming;

5° la citoyenneté active de chacun;

6° l'autonomisation de groupes cibles particuliers;

7° l'acquisition de connaissances du français ou du néerlandais.

§ 2. Le parcours d'accueil a pour but d'accompagner les primo-arrivants au moyen d'un programme adapté et individualisé de formation afin d'améliorer leur autonomie en vue de leur participation sur le plan économique, éducatif, social et culturel.

§ 3. Le parcours d'accueil comprend au moins les modules suivants :

1° un programme d'accueil, où on évalue les besoins existants chez le primo-arrivant, notamment en matière de logement, de revenus, de soins de santé, d'insertion socioprofessionnelle, d'accueil d'enfants et d'enseignement, et où le primo-arrivant est informé des droits et devoirs en vigueur en la matière pour tous les habitants du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, ainsi que des acteurs responsables et des mesures de soutien disponibles;

2° un module de cours élémentaires de français ou de néerlandais langue étrangère, en fonction des besoins linguistiques du primo-arrivant;

3° une formation sur la citoyenneté, où des informations élémentaires sont fournies sur le fonctionnement des institutions publiques, sur les valeurs clés de la démocratie et sur les rapports sociaux au sein de notre société belge.

Le Collège réuni définit les modalités et l'organisation du parcours d'accueil, et agréé les organisateurs du parcours d'accueil.

Art. 4. Chaque primo-arrivant est tenu de suivre le parcours d'accueil tel que visé à l'article 3.

Dans un délai de maximum six mois après son inscription au registre des étrangers d'une commune du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, le primo-arrivant s'enregistre auprès d'un organisateur agréé du parcours d'accueil et conclut une convention d'intégration avec cet organisateur. Si le primo-arrivant s'est enregistré régulièrement chez l'organisateur agréé, celui-ci délivre l'attestation prévue à cette fin au

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2017/20366]

11 MEI 2017. — Ordonnantie betreffende het inburgeringstraject voor
de nieuwkomers

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie verstaat men onder :

1° nieuwkomer : de meerderjarige vreemdeling, jonger dan 65 jaar, die minder dan drie jaar wettig in België verblijft en die voor het eerst met een verblijfstitel van meer dan drie maanden ingeschreven wordt in het rijksregister van een gemeente van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° vreemdelingenregister : het register vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister ;

3° EU+ : de lidstaten van de Europese Unie, aangevuld met de landen van de Europese Economische Ruimte en met Zwitserland;

4° familieleden : de personen bedoeld in artikel 2, paragraaf 2, van de richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden.

HOOFDSTUK II. — Het inburgeringstraject

Art. 3. § 1. Het inburgeringsbeleid in Brussel-Hoofdstad is geënt op de volgende principes :

1° gelijkheid van eenieder ;

2° respect voor ieders eigenheid, vaardigheden en ambities ;

3° migratie als opportuniteit voor de samenleving ;

4° anti-discriminatie, de bestrijding van racisme en seksisme, en de gender mainstreaming ;

5° actief burgerschap van eenieder ;

6° empowerment van bijzondere doelgroepen ;

7° kennisverwerving van het Frans of het Nederlands.

§ 2. Het inburgeringstraject heeft tot doel de nieuwkomers via een aangepast en geïndividualiseerd vormingsprogramma te begeleiden om hun zelfredzaamheid te verhogen met het oog op hun participatie op economisch, educatief, sociaal en cultureel vlak.

§ 3. Het inburgeringstraject omvat ten minste de volgende modules :

1° een onthaaltraject, waarbij wordt gepeild naar de noden die bij de nieuwkomer bestaan op vlak van huisvesting, inkomens, gezondheidszorg, socio-professionele inschakeling, kinderopvang en onderwijs, en waarbij de nieuwkomer wordt geïnformeerd over de rechten en plichten die op dit vlak gelden voor alle inwoners van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, alsook over de verantwoordelijke actoren en de beschikbare steunmaatregelen ;

2° een module van basislessen Frans of Nederlands als tweede taal, in functie van de taalnood van de nieuwkomer ;

3° een opleiding over burgerschap, waarin basisinformatie wordt verstrekt over de werking van de overheidsinstellingen, over de democratische kernwaarden en over de sociale verhoudingen in onze Belgische samenleving.

Het Verenigd College bepaalt de nadere modaliteiten en organisatie van het inburgeringstraject, en erkent de inrichters van het inburgeringstraject.

Art. 4. Elke nieuwkomer is verplicht om het inburgeringstraject te volgen als bedoeld in artikel 3.

Binnen een termijn van maximaal zes maanden na zijn inschrijving in het vreemdelingenregister van een gemeente van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, meldt de nieuwkomer zich aan bij een erkende inrichter van het inburgeringstraject en sluit hij een inburgeringscontract af met deze inrichter. Indien de nieuwkomer zich op regelmatige wijze heeft aangemeld bij de erkende inrichter, reikt deze een daartoe

primo-arrivant. Le primo-arrivant introduit l'attestation à la commune, visée à l'article 6.

Dès que le primo-arrivant a terminé de manière régulière le parcours d'accueil, l'organisateur agréé lui remet l'attestation prévue à cette fin.

Dans un délai de maximum un an après l'enregistrement, visé au deuxième alinéa, le primo-arrivant démontre à l'aide de l'attestation prévue à cette fin délivrée par l'organisme reconnu qu'il a suivi le parcours d'accueil auprès d'un organisateur agréé. Le primo-arrivant introduit l'attestation à la commune, visée à l'article 6.

Le Collège réuni détermine les conditions précises pour la remise des attestations, mentionnée dans cet article, ainsi que les situations qui peuvent justifier un délai ou une suspension de l'obligation de suivre un parcours d'accueil.

CHAPITRE III. — Exemptions

Art. 5. Les catégories suivantes de personnes sont exemptées des obligations visées à l'article 4 :

1° les catégories suivantes de personnes qui résident en Belgique à titre temporaire :

a) les étrangers en situation régulière résidant en Belgique à titre temporaire pour maximum 1 an;

b) les membres de la famille de la catégorie visée au point a), dont le séjour ou le droit de séjour est limité à celui de la catégorie visée au point a);

2° les étrangers ayant la nationalité d'un des États de l'UE+;

3° les personnes suivantes, même si elles n'ont pas la nationalité d'un des États de l'UE+ :

a) les membres de la famille d'une personne ayant la nationalité d'un des pays de l'Union européenne, qui remplissent les conditions de la directive 2004/38/CE concernant le droit de la liberté de circulation et de séjour sur le territoire des États membres pour les citoyens de l'Union et les membres de leur famille;

b) les membres de la famille d'une personne ayant la nationalité d'un État de l'Espace économique européen, et qui, en vertu de la convention du 2 mai 1992 portant création de l'Espace économique européen, ont le droit de venir en Belgique et d'y séjourner;

c) les membres de la famille visés à l'article 3 de l'annexe Ire de la convention entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part et la Confédération suisse d'autre part, concernant la libre circulation des personnes, qui ont le droit de venir en Belgique et d'y séjourner.

Les membres de la famille ou du ménage, visés aux points a), b) et c), doivent eux-mêmes apporter la preuve de leur statut de membre de la famille ou du ménage au sens des présentes dispositions;

4° les étrangers qui répondent de manière cumulée aux conditions suivantes :

a) la détention de la preuve de la qualité de résident de longue durée d'un État membre de l'Union européenne en vertu de la législation de celui-ci;

b) la détention de la preuve d'avoir rempli les conditions d'intégration pour obtenir le statut de résident de longue durée conformément à l'article 5, deuxième alinéa, de la Directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée;

5° les étrangers qui prouvent, à l'aide d'un certificat médical, qu'ils sont gravement malades ou qu'ils souffrent d'un handicap mental ou physique qui rend impossible de façon permanente toute participation ou poursuite de la participation au parcours d'accueil;

6° les étrangers ayant déjà obtenu un certificat d'intégration. Le Collège réuni précise les attestations qui sont reconnues;

7° les étrangers qui étaient auparavant inscrits au registre des étrangers d'une commune d'une autre région linguistique, dans laquelle ils étaient dispensés de l'obligation d'intégration;

8° les étrangers qui ont obtenu l'un des certificats d'étude suivants;

a) un certificat d'enseignement fondamental ou un certificat ou diplôme de l'enseignement secondaire ou un diplôme de l'enseignement supérieur dans un établissement d'enseignement financé, organisé ou subventionné par la Communauté flamande, la Communauté française ou la Communauté germanophone;

pourvu attesté uit aan de nieuwkomer. De nieuwkomer dient dit attest in bij de gemeente, vermeld in artikel 6.

Zodra de nieuwkomer op regelmatige wijze het inburgeringstraject heeft afgerond, reikt de erkende inrichter een daartoe voorzien attest uit aan de nieuwkomer.

Binnen een termijn van maximaal één jaar na de inschrijving, vermeld in het tweede lid, toont de nieuwkomer aan de hand van het daartoe voorziene attest afgeleverd door de erkende inrichter aan dat hij het inburgeringstraject heeft gevolgd bij een erkende inrichter. De nieuwkomer dient daartoe het attest in bij de gemeente, vermeld in artikel 6.

Het Verenigd College bepaalt de nadere voorwaarden voor de uitreiking van de attesten, vermeld in dit artikel, alsook de situaties die een uitstel of opschorting van de plicht tot het volgen van een inburgeringstraject kunnen verantwoorden.

HOOFDSTUK III. — Vrijstellingen

Art. 5. De volgende categorieën van personen zijn vrijgesteld van de verplichtingen, vermeld in artikel 4 :

1° de volgende categorieën van personen die hier verblijven voor een tijdelijk doel :

a) de vreemdelingen met wettig verblijf die in België verblijven voor een tijdelijk doel voor maximum een jaar ;

b) de familieleden van de categorie, vermeld in punt a), van wie het verblijf of het verblijfsrecht beperkt is tot dat van de categorie, vermeld in punt a) ;

2° de vreemdelingen die de nationaliteit hebben van één van de staten van de EU+ ;

3° de volgende personen, zelfs indien deze niet over de nationaliteit beschikken van één van de staten van de EU+ :

a) de familieleden van de persoon die de nationaliteit heeft van één van de staten van de Europese Unie, en die voldoen aan de voorwaarden van richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de Lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden ;

b) de familieleden van de persoon die de nationaliteit heeft van één van de staten van de Europese Economische Ruimte, en die, op basis van de overeenkomst van 2 mei 1992 houdende oprichting van de Europese Economische Ruimte, gerechtigd zijn om België binnen te komen en in België te verblijven ;

c) de gezinsleden, als vermeld in artikel 3 van bijlage I bij de overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar Lidstaten, enerzijds, en de Zwitserse Bondsstaat, anderzijds, over het vrije verkeer van personen, die gerechtigd zijn om België binnen te komen en in België te verblijven.

De familie- of gezinsleden, vermeld in a), b) en c), dienen zelf het bewijs te leveren van hun status van familie- of gezinslid in de zin van deze bepalingen ;

4° de vreemdelingen die cumulatief voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) het bewijs leveren ingevolge de wetgeving van een lidstaat van de Europese Unie langdurig ingezetene te zijn van die lidstaat ;

b) het bewijs leveren te hebben voldaan aan de integratievoorwaarden om de status van langdurig ingezetene te verkrijgen, overeenkomstig artikel 5, tweede lid, van Richtlijn 2003/109/EG van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen ;

5° de vreemdelingen die aan de hand van een medisch attest aantonen dat zij ernstig ziek zijn of een mentale of fysieke handicap hebben, waardoor de deelname of verdere deelname aan het inburgeringstraject blijvend onmogelijk is ;

6° de vreemdelingen die reeds een inburgeringsattest hebben behaald. Het Verenigd College preciseert welke attesten erkend worden ;

7° de vreemdelingen die voordien ingeschreven waren in het vreemdelingenregister van een gemeente van een ander taalgebied, en waar ze vrijgesteld waren van het volgen van de inburgeringsplicht ;

8° de vreemdelingen die één van de volgende studiebewijzen hebben behaald :

a) een getuigschrift basisonderwijs, of een getuigschrift of een diploma van het secundair onderwijs of een diploma hoger onderwijs behaald in een door de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap gefinancierde, georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling ;

b) un diplôme, certificat ou autre document, obtenu comme preuve d'accomplissement d'une formation comparable aux formations visées au point a), et dont le Collège réuni estime qu'elles peuvent atteindre l'objectif du parcours d'accueil des primo-arrivants. Le Collège réuni définit quelles formations remplissent cette condition.

Le Collège réuni exempté d'autres catégories d'étrangers des obligations visées à l'article 4, si cela est obligatoire en vertu des traités internationaux et supranationaux.

Le Collège réuni peut exempter d'autres catégories d'étrangers des obligations visées à l'article 4, en raison du caractère provisoire du séjour.

CHAPITRE IV. — Informations fournies par les communes

Art. 6. La commune où le primo-arrivant est inscrit dans le registre des étrangers pour la première fois, informe le primo-arrivant, au moment de son inscription, des obligations visées à l'article 4, ainsi que des sanctions visées à l'article 7.

La commune fournit au primo-arrivant l'ensemble des renseignements sur les différents organisateurs agréés du parcours d'accueil et sur leurs offres de formations respectives. Elle veille à préserver le libre choix du primo-arrivant.

Le Collège réuni détermine les autres modalités d'information que les communes doivent fournir aux primo-arrivants.

CHAPITRE V. — Sanctions

Art. 7. § 1er. La commune où le primo-arrivant s'est inscrit dans le registre des étrangers, contrôle si le primo-arrivant a respecté de manière régulière les obligations visées à l'article 4.

Le Collège réuni fixe les modalités de contrôle, visées au premier alinéa.

§ 2. Si le primo-arrivant n'a pas respecté de manière régulière les obligations visées à l'article 4, la commune lui envoie une sommation écrite pour qu'il se mette en règle dans un délai de deux mois.

§ 3. Si le primo-arrivant ne se met pas en règle dans les deux mois après réception de la sommation écrite visée au paragraphe 2, la commune constate un refus de suivre le parcours d'accueil. Dès que ce constat est établi, la commune transmet le dossier à l'agent de la Commission communautaire commune désigné par le Collège réuni.

Art. 8. § 1er. Les sanctions administratives suivantes peuvent être imposées par l'administration de la Commission communautaire commune aux primo-arrivants en cas de constat d'un refus de suivre le parcours d'accueil, comme visé à l'article 7, § 3 :

1° une amende administrative de 100 euros pour la première infraction;

2° dans les cas où une amende administrative a été infligée, le primo-arrivant a pour obligation de prouver dans les deux mois après la notification de l'amende administrative qu'il suit un parcours d'accueil au moyen de l'attestation délivrée par l'organisme reconnu. Si la Cocom ne réceptionne pas cette attestation dans les deux mois, elle constate une nouvelle infraction. Une nouvelle amende administrative de 100 euros peut être infligée;

3° pour chaque infraction suivante, le processus décrit ci-dessus au 2° s'applique.

Le montant cumulé des amendes administratives ne peut pas excéder 2500 euros.

§ 2. Le Collège réuni désigne l'agent de la Commission communautaire commune qui impose l'amende administrative visée au paragraphe 1er. L'amende administrative doit être imposée dans un délai maximum de deux ans après le constat de l'infraction.

L'amende administrative ne peut être imposée avant que le primo-arrivant ait eu l'opportunité d'être entendu par l'agent désigné. Le primo-arrivant peut être accompagné d'un avocat.

b) een diploma, certificaat of ander document, behaald als bewijs van het voltooien van een opleiding die vergelijkbaar is met de in a) bedoelde opleidingen, en die geacht kan worden de doelstelling van het inburgeringstraject te bereiken. Het Verenigd College bepaalt welke opleidingen er voldoen aan deze voorwaarde.

Het Verenigd College stelt andere categorieën van vreemdelingen van de verplichtingen vermeld in artikel 4 vrij, indien dit verplicht is op grond van internationale of supranationale verdragen.

Het Verenigd College kan andere categorieën van vreemdelingen van de verplichtingen vermeld in artikel 4 vrijstellen, op grond van het voorlopig karakter van het verblijf.

HOOFDSTUK IV. — Informatie verstrekt door de gemeenten

Art. 6. De gemeente waar de nieuwkomer voor het eerst ingeschreven wordt in het vreemdelingenregister, informeert de nieuwkomer op het moment van zijn inschrijving over de verplichtingen vermeld in artikel 4, alsook over de sancties vermeld in artikel 7.

De gemeente verstrekt de nieuwkomer alle inlichtingen over de verschillende erkende organisatoren van het inburgeringstraject en over hun verschillende respectieve vormingsaanbod. Ze ziet erop toe dat de nieuwkomer de vrije keuze behoudt.

Het Verenigd College bepaalt de nadere modaliteiten van de informatie die de gemeenten moeten verstrekken aan de nieuwkomers.

HOOFDSTUK V. — Sancties

Art. 7. § 1. De gemeente waar de nieuwkomer voor het eerst ingeschreven wordt in het vreemdelingenregister controleert of de nieuwkomer de verplichtingen vermeld in artikel 4, op regelmatige wijze is nagekomen.

Het Verenigd College bepaalt de modaliteiten van de controle, vermeld in het eerste lid.

§ 2. Als een nieuwkomer de verplichtingen vermeld in artikel 4 niet op regelmatige wijze heeft nagekomen, stuurt de gemeente hem een schriftelijke aanmaning om zich binnen twee maanden in regel te stellen.

§ 3. Indien de nieuwkomer zich niet binnen de twee maanden in regel stelt na ontvangst van de aanmaning vermeld in paragraaf 2, doet de gemeente een vaststelling van weigering om het inburgeringstraject te volgen. Van zodra deze vaststelling heeft plaatsgevonden, maakt de gemeente het dossier over aan de ambtenaar van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aangeduid door het Verenigd College.

Art. 8. § 1. De volgende administratieve sancties kunnen door de administratie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden opgelegd aan de nieuwkomers bij dewelke een weigering om het inburgeringstraject te volgen werd vastgesteld, zoals vermeld in artikel 7, § 3 :

1° een administratieve boete van 100 euro voor de eerste inbreuk;

2° in het geval dat er een administratieve boete gegeven werd, is de nieuwkomer verplicht om binnen de twee maanden na de kennisgeving van de administratieve boete, aan het bestuur van de GGC aan te tonen dat hij een onthaaltraject volgt, aan de hand van een door de erkende inrichter daarvoor voorzien attest. Indien de GGC dit attest niet binnen de twee maanden ontvangt, stelt ze een nieuwe inbreuk vast. Een nieuwe administratieve boete van 100 euro kan opgelegd worden;

3° voor elke volgende inbreuk, is het hierboven in 2° beschreven proces van toepassing.

Het gecumuleerde bedrag van de administratieve boetes kan 2500 euro niet overschrijden.

§ 2. Het Verenigd College wijst de ambtenaar van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan die de administratieve geldboete, vermeld in paragraaf 1, oplegt. Een administratieve geldboete kan alleen worden opgelegd binnen een termijn van maximum twee jaar nadat een inbreuk is vastgesteld.

Een administratieve geldboete kan pas opgelegd worden nadat de betrokken nieuwkomer de kans heeft gekregen om gehoord te worden door de aangewezen ambtenaar. De nieuwkomer kan zich door een advocaat laten bijstaan.

La notification de la décision est transmise à l'intéressé par courrier recommandé ou par lettre contre accusé de réception. La notification mentionne la manière dont on peut introduire un recours contre la décision.

L'intéressé peut, dans un délai de 60 jours à partir de la notification de la décision lui imposant une amende administrative, sous peine de déchéance du droit au recours, introduire un recours par requête contre cette décision auprès du Conseil d'État. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Le Collège réuni définit le délai et les modalités pour le paiement de l'amende administrative.

Le Collège réuni désigne les membres du personnel qui peuvent délivrer et rendre exécutoire une contrainte en vue de la perception d'une amende administrative. La notification de la contrainte se fait par courrier recommandé avec ordre de procéder au paiement.

L'action en paiement de l'amende administrative se prescrit par cinq ans à compter du jour de sa naissance. La prescription est interrompue de la manière et dans les conditions prescrites à l'article 2244 du Code civil.

§ 3. Le Collège réuni définit les autres modalités de cet article.

CHAPITRE VI. -- Entrée en vigueur

Art. 9. Le Collège réuni fixe pour chacune des dispositions de la présente ordonnance la date d'entrée en vigueur.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 mai 2017.

G. VANHENGEL,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures

D. GOSUIN,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures

P. SMET,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films

C. FREMAULT,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films

—
Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2016-2017

B-71/1 Projet d'ordonnance

B-71/2 Rapport

B-71/3 Amendements après rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 21 avril 2017

De betrokkene wordt van de beslissing op de hoogte gebracht met een per post aangetekende brief of met een brief tegen ontvangstbewijs. De kennisgeving vermeldt de wijze waarop tegen deze beslissing beroep kan worden ingesteld.

De betrokkene kan op straffe van verval van het recht tot het instellen van een beroep binnen een termijn van 60 dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing waarbij hem een administratieve geldboete wordt opgelegd, tegen die beslissing bij verzoekschrift een beroep instellen bij de Raad van State. Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Het Verenigd College bepaalt de termijn en de nadere regels voor de betaling van de administratieve geldboete.

Het Verenigd College wijst de personeelsleden aan die een dwangbevel kunnen uitvaardigen en uitvoerbaar verklaren met het oog op de inning van een administratieve geldboete. Het dwangbevel wordt betekend bij aangetekende zending met bevel tot betaling.

De vordering tot voldoening van een administratieve geldboete verjaart na verloop van vijf jaar, te rekenen vanaf de dag waarop ze is ontstaan. De verjaring wordt gestuit op de wijze en onder de voorwaarden, vermeld in artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek.

§ 3. Het Verenigd College bepaalt de nadere modaliteiten van dit artikel.

HOOFDSTUK VI. -- Inwerkingtreding

Art. 9. Het Verenigd College stelt voor elk van de bepalingen van deze ordonnantie de datum van inwerkingtreding vast.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 mei 2017.

G. VANHENGEL,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen

D. GOSUIN,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen

P. I SMET,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring

C. FREMAULT,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring

—
Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2016-2017

B-71/1 Ontwerp van ordonnantie

B-71/2 Verslag

B-71/3 Amendementen na verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 21 april 2017.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/30344]

4 MAI 2017. — Arrêté 2017/492 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'approbation de cinq référentiels de validation de compétences associés au métier de « Carreleur » dans le cadre de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu l'Accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, l'article 9;

Vu le Décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 7 novembre 2003 portant assentiment de l'Accord de coopération du 24 juillet 2003, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu l'approbation du Comité du directeur du 1 février 2017;